

STÉPHANE HESSEL
ELIAS SANBAR

LE RESCAPÉ ET L'EXILÉ

Israël-Palestine
une exigence de justice

Avec Farouk Mardam-Bey



Extrait de la publication

Le Rescapé et l'Exilé

Des mêmes auteurs

Stéphane Hessel

Danse avec le siècle, Le Seuil, 1997

Dix pas dans le nouveau siècle, Le Seuil, 2002

Ô ma mémoire : la poésie, ma nécessité, Le Seuil, 2006 ;
rééd. 2010

Indignez-vous !, Indigène éditions, coll. « Ceux qui
marchent contre le vent », 2010

Le Chemin de l'espérance, en collaboration avec Edgar
Morin, Fayard, 2011

Elias Sanbar

Les Palestiniens dans le siècle, Gallimard, coll. « Décou-
vertes », 1994

Le Bien des absents, Actes Sud, 2001, rééd. Babel, 2002

*Les Palestiniens, la photographie d'une terre et de son
peuple de 1839 à nos jours*, Hazan, 2004

*Figures du Palestinien, identité des origines, identité de
devenir*, Gallimard, coll. « Essais », 2004

Être arabe, avec Farouk Mardam-Bey, Sindbad/Actes
Sud, 2005

Dictionnaire amoureux de la Palestine, Plon, 2010

Stéphane Hessel et Elias Sanbar
Avec Farouk Mardam-Bey

Le Rescapé et l'Exilé

Israël-Palestine
une exigence de justice

Don Quichotte éditions

www.donquichotte-editions.com

© Don Quichotte éditions, une marque des éditions du Seuil, 2012.

ISBN : 978-2-35949-080-0

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

À mon épouse, Christiane,
qui a milité pour la Palestine.

S.H.

À Mahmoud Hamchari,
à Ezzedine Kalak.

E.S.

Avant-propos

Plus que centenaire, le conflit israélo-arabe reste d'une brûlante actualité. On peut même affirmer qu'aucun autre conflit dans le monde ne suscite autant de passions, aucun ne provoque autant de débordements irrationnels, aucun ne divise aussi profondément les grandes familles politiques, qu'elles soient de droite ou de gauche. Cela est particulièrement vrai en France où, le plus souvent, on persiste à projeter sur la confrontation au Proche-Orient entre Israéliens et Palestiniens les souvenirs douloureux des deux grandes fractures de l'histoire contemporaine : la Seconde Guerre mondiale et la guerre d'Algérie. Et pourtant, si l'on excepte les positions les plus extrémistes, déniaut aux uns ou aux autres, en tant que nations, leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, on sait qu'un consensus mondial s'est dégagé il y a déjà plusieurs années sur quelques principes qui tentent de marier, autant que faire se peut, droit international et justice historique et qui sont susceptibles, par conséquent, s'ils étaient sincèrement mis en application, d'ouvrir la voie à une solution durable.

Pourquoi, en dépit de ce large consensus, une telle solution paraît-elle à présent hors d'atteinte ? Comment en est-on arrivé à l'actuelle impasse ? Ne faut-il pas tirer la leçon de l'échec du processus de paix enclenché en 1991 et envisager sérieusement d'emprunter d'autres voies ? La solution de l'établissement en Palestine historique de deux États, israélien et palestinien, est-elle toujours praticable ou bien faut-il se résoudre désormais à revendiquer un État binational ? Il ne manque pas d'historiens, de politologues, de journalistes qui ont répondu à ces questions avec compétence et talent. L'objectif de ce livre est tout autre, même si ses auteurs, Stéphane Hessel et Elias Sanbar, y répondent évidemment à leur tour au cours de leur conversation. Leur démarche consiste à croiser leurs regards sur cet interminable conflit, à confronter leurs expériences, leurs sensibilités, leurs mémoires, a priori fort différentes l'une de l'autre eu égard à l'origine, à l'âge et à la formation de chacun d'eux, mais qui les ont amenés, au gré des événements, à se retrouver dans un même engagement pour le droit.

Dans ces échanges, aussi bien le rescapé, Stéphane Hessel, que le réfugié, Elias Sanbar, s'emploient à expliquer les raisons de leurs prises de position passées et présentes. Le premier, ancien résistant déporté à Buchenwald, puis diplomate en poste au siège de l'ONU dès sa création, revient ainsi sur l'ambiance générale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, extrêmement favorable à la création d'un État juif en Palestine. Il était d'ailleurs lui-même persuadé que l'ONU devait agir dans ce sens. S'il n'a pas, depuis lors, changé de position en ce qui

concerne la légitimité de l'État d'Israël, la guerre des Six-Jours, l'occupation et la colonisation des territoires occupés l'ont conduit ces dernières années à militer pour le droit du peuple palestinien à disposer, lui aussi, d'un État indépendant et souverain, en conformité avec les résolutions des Nations unies. Elias Sanbar, quant à lui, n'avait que un an quand ses parents ont dû quitter en 1948 leur ville de Haïfa pour se réfugier au Liban. Il décrit son itinéraire d'exilé, son engagement dans les rangs de la résistance palestinienne, le combat des siens pour rendre à la Palestine son nom, et souligne sa conviction qu'il n'est de réconciliation possible entre les deux peuples sans rétablissement de la vérité historique et sans respect scrupuleux du droit.

Stéphane Hessel et Elias Sanbar pensent en effet que la paix ne pourrait advenir si l'on aborde le conflit en termes religieux ou même si l'on continue à insister sur son caractère exceptionnel. Aussi, s'il est un message qui se dégage de leur livre, c'est bien celui-ci : que les Palestiniens et les Israéliens sortent du registre du sacré, qu'ils posent leurs problèmes dans le langage de la politique profane, qu'ils réintègrent la question palestinienne – et ce qu'il faut bien appeler la question israélienne – dans le champ d'application des principes communs du droit international, et ils parviendront rapidement, non seulement à signer un traité de paix, mais aussi, ce qui est bien plus important encore, à se réconcilier.

Farouk Mardam-Bey

Deux rêves antinomiques

Farouk Mardam-Bey : *Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la question de la Palestine s'est rapidement inscrite à l'ordre du jour de l'ONU qui venait d'être fondée en juin 1945, un mois seulement après la victoire des Alliés. Le sionisme politique, c'est-à-dire le nationalisme juif tendu vers l'établissement d'un État, était déjà vieux d'une cinquantaine d'années. D'abord très minoritaire, il avait gagné en crédibilité quand la Grande-Bretagne, juste avant d'occuper la Palestine à la fin de 1917, avait promis au mouvement sioniste, par la fameuse déclaration Balfour, de l'aider à établir un « Foyer national juif » en Terre sainte. Depuis lors, l'immigration juive s'était accélérée, la montée de l'antisémitisme en Europe tout au long des années trente l'avait intensifiée davantage, et la tension n'avait cessé de s'exacerber entre le Yichouv (la communauté juive), qui bénéficiait du soutien britannique, et les Arabes palestiniens. Il n'en reste pas moins que le sort de la Palestine n'aurait probablement pas été tranché en 1948 dans le cadre de l'ONU si les nazis, à la faveur de la guerre, n'avaient pas entrepris la destruction systématique des juifs d'Europe et si les Européens et les*

Américains, rongés par la mauvaise conscience, ne s'étaient pas résolus à compenser les juifs de leur terrible épreuve en offrant aux survivants, qu'ils jugeaient représentés par le mouvement sioniste, un État indépendant et souverain en Palestine. C'est pourquoi je vous propose de commencer par là, quitte à revenir plus tard sur les origines lointaines du conflit. En 1945, un monde nouveau était en train d'émerger. Les optimistes, comme vous, Stéphane Hessel, qui avez vécu de très près ces événements, mettaient tous leurs espoirs dans les Nations unies : pour « préserver les générations futures du fléau de la guerre », selon les termes de la Charte, cinquante et un États indépendants ou semi-indépendants s'étaient en effet solennellement engagés à respecter et à faire respecter le droit et la justice. Deux ans plus tard, en 1947, en votant le partage de la Palestine, donc en légitimant la création de l'État d'Israël, le Conseil de sécurité de l'ONU pensait réparer une injustice. Mais pour les Palestiniens, et plus généralement pour les Arabes, il en a ainsi commis une autre.

Stéphane Hessel : J'ai toujours été un admirateur presque inconditionnel du président Franklin Roosevelt. Il me semblait qu'avant d'entrer en guerre il avait déjà efficacement surmonté la crise des années trente, qu'il avait inspiré à son pays une formidable volonté d'être le grand pays démocratique et victorieux et, au mois de décembre 1941, il avait effectivement réussi à faire entrer en guerre les États-Unis aux côtés des Alliés. En 1944, je me trouvais à Paris en mission pour les services secrets de la France combattante, la mission Gréco, et j'ai été arrêté par la Gestapo, le 10 juillet. Déporté à

Buchenwald, miraculeusement sauvé de la pendaison, j'ai pu m'évader du camp de Dora¹, où j'ai été emprisonné du 8 février au 5 avril 1945, et rejoindre l'armée alliée à Hanovre. Une fois libéré, enthousiasmé par la victoire des Alliés, j'avais le sentiment que nous étions au seuil d'un nouveau monde, d'une nouvelle ère historique. Pour le né allemand que j'étais, et qui avait une particulière horreur d'Adolf Hitler, je me disais : Ça y est, nous allons avoir, pour la première fois dans l'histoire du monde, une organisation qui se veut mondiale, une Organisation des Nations unies qui peut accueillir toutes les nations en son sein et qui, par surcroît, n'est pas seulement là pour essayer d'éviter la guerre, comme l'était la Société des nations après la Première Guerre mondiale, mais qui est là pour respecter la dignité de la personne humaine, qui vient d'être gravement bafouée. Bafouée par la façon dont les dirigeants fascistes avaient traité leurs compatriotes. La question de la destruction des juifs d'Europe, la question de la Shoah, n'était pas encore très claire ni très présente dans notre esprit. Je me doutais cependant de l'étendue du désastre pour avoir vu arriver à Dora des malheureux venus d'Auschwitz, à qui on avait fait traverser l'Allemagne, et qui se trouvaient dans un état humain indescriptible – je dis, dans mes souvenirs²,

1. Le camp de Dora était un camp de concentration nazi destiné à la fabrication de missiles V2 pendant la Seconde Guerre mondiale. Environ 60 000 prisonniers de vingt et un pays sont passés par ce camp. On estime que plus de 20 000 hommes y ont péri.

2. *Danse avec le siècle*, Seuil, coll. « Points », 2011.

que la vue de ces juifs nous donnait l'impression qu'ils sortaient d'un monde inconnu. Ils ont ensuite été conduits jusqu'au camp de concentration de Bergen-Belsen, où beaucoup d'entre eux ont péri. Donc, j'en étais à me dire : Bravo Roosevelt, bravo de Gaulle – que j'avais pu rejoindre en mars 1941 et avec qui j'avais travaillé pendant quatre ans –, le monde que l'on va bâtir sera la négation de ce que nous avons vécu du fascisme. Quant à l'Union soviétique, on savait bien que, dans les années 1936-1938, Staline avait fait organiser des procès truqués contre les vétérans de la révolution de 1917, que la population vivait dans la terreur, mais on était là à se dire : C'est la guerre, c'est l'Armée rouge qui a vraiment gagné cette guerre. Nous qui étions déportés dans les camps, nous savions avec quelle lenteur les libérateurs arrivaient de l'Ouest et avec quelle rapidité, au contraire, l'Armée rouge avançait. Nous avons deux héros, disons-le franchement : Roosevelt, parce qu'il avait eu l'idée des Nations unies, et l'Armée rouge, pas Joseph Staline, mais l'Armée rouge, qui remportait victoire sur victoire. Avec la libération des camps de concentration et d'extermination nazis, nous, les survivants de la guerre, commençons à comprendre ce qui était arrivé aux juifs d'Allemagne, d'abord aux juifs d'Allemagne, puis aux juifs de l'Europe occupée. Pour moi, petit Allemand de naissance, je connaissais bien la situation des juifs dans ce pays, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, et leur contribution majeure dans tous les domaines, au point d'y occuper des positions très fortes, tant dans la vie économique que dans le théâtre, la littérature, les arts plastiques... C'étaient

des boucs émissaires assez évidents, assez faciles à faire passer pour ceux qui avaient empêché l'Allemagne de gagner la Première Guerre mondiale. J'ai eu très rapidement l'occasion d'en savoir beaucoup plus sur les crimes nazis.

Je suis en effet arrivé à New York en février 1946. Mon oncle par alliance, Léon Poliakov³, était aux côtés d'Edgar Faure, alors procureur général adjoint français au Tribunal militaire international de Nuremberg. Là, j'ai été tout à coup très bien renseigné sur les crimes nazis, et j'ai découvert à quel point l'éradication systématique des juifs constituait une opération unique dans les annales de l'histoire. C'est pourquoi nous disions que nous, les Nations unies victorieuses, réunies à New York pour savoir quel devait être l'avenir de notre monde – un avenir fondé sur les droits de l'homme, sur la dignité de la personne humaine, sur le rejet du fascisme, du totalitarisme (Hannah Arendt était parmi les personnes évacuées de France par mon ami Varian Fry⁴) –, nous devons mettre fin à cette situation insupportable des juifs, situation dont les Allemands étaient responsables. Nous avons le devoir de trouver une solution pour eux. Il fallait que le judaïsme puisse retrouver sa force, son éclat. Nous souhaitions naturellement que tous les pays démocratiques acceptent enfin d'accueillir

3. Léon Poliakov (1910-1997) fut l'un des premiers historiens de la Shoah.

4. Varian Fry (1907-1967) était un journaliste américain qui, depuis Marseille, sauva entre 2 000 et 4 000 juifs et militants antinazis en les aidant à fuir l'Europe et le régime de Vichy.

des juifs, notamment les États-Unis qui s'étaient montrés assez antisémites peu avant la guerre, et nous voulions désormais que place soit faite aux juifs. Pour autant, fallait-il envisager un État pour les juifs ? La question n'était pas évidente. Nous nous interrogeons. La fameuse déclaration Balfour de 1917, du nom du ministre des Affaires étrangères britannique, parlait d'un Foyer national juif en Palestine. Mais est-ce que c'était la meilleure solution ? Je me posais la question, moi, mauvais juif puisque de père seulement, ce qui n'est déjà pas très bon, et qui plus est d'un père qui ne s'intéressait qu'à la mythologie grecque et qui ne m'a jamais fait faire ma bar-mitsva, ne m'a jamais initié à la religion juive, seulement aux valeurs morales du judaïsme qui lui étaient chères, lui qui fut un admirateur de Franz Kafka, un proche ami de Walter Benjamin et de Gershom Scholem⁵... La judaïté comptait pour lui, et pour moi aussi. Mais, à New York, je me posais tout de même la question : Est-ce que c'était vraiment là, en Palestine, qu'il fallait installer ce foyer national ? Et j'avais des soupçons, je le dis tout net, à l'égard de nos amis britanniques. J'étais un admirateur inconditionnel de Winston Churchill, qui avait gagné la guerre pour nous, j'étais également un admirateur de la politique britannique, qui était une politique d'équilibre. Mais j'avais des soupçons à l'égard de la Grande-Bretagne en ce qui concerne l'Organisation des Nations

5. Philosophe juif (1897-1982), né à Berlin où il a fait ses études avant d'émigrer en Palestine en 1923. Grand spécialiste de la mystique et de la Kabbale, il a laissé une œuvre immense, dont une célèbre correspondance avec Walter Benjamin.

unies. C'est Roosevelt qui l'a imposée à Churchill, qui l'a imposée à Staline aussi. Or, les Britanniques étaient les maîtres du jeu en Palestine. Ils exerçaient depuis 1920 leur tutelle sur ce pays en qualité de mandataires, au nom de la Société des nations. Mais, si tout mandat devait naturellement aboutir à l'indépendance – ce fut le cas de la Syrie et du Liban –, l'avenir de la Palestine demeurerait ambigu. Allait-elle devenir un État indépendant, et quel État ? Qu'en serait-il du Foyer national juif promis par Balfour ? Étant donné les circonstances, ce foyer n'était-il pas déjà devenu pour les juifs du monde entier une terre d'accueil que l'on devait protéger ? C'est en ces termes que se posait la question pour les diplomates au début des négociations sur l'avenir de la Palestine après la fin du mandat britannique.

Elias Sanbar : Je n'ai évidemment pas vécu cette période, mais elle m'a toujours intéressé. Les arguments justifiant notre privation de la Palestine n'ont-ils pas eu pour socle le fait qu'il fallait rendre justice aux victimes de la barbarie nazie.

Peu de personnes savent en revanche comment la Palestine a vécu les années de la guerre. Ce furent paradoxalement les seules « heureuses » des Palestiniens. Je vois encore mon père me disant : « Les Grands en conflit ailleurs, le monde nous avait oubliés. » Années étranges durant lesquelles, malgré les bombardements réguliers par l'aviation de l'Axe de notre ville de Haïfa, où se trouvait la raffinerie du pétrole acheminé d'Irak, le pays connaissait un véritable essor économique lié à la présence de milliers de soldats alliés,

massés là, qu'il fallait approvisionner, qui consommaient, dans l'attente du déclenchement des grandes opérations contre les troupes vichystes qui contrôlaient le Liban et la Syrie voisins. Soudain, les Palestiniens, qui n'avaient littéralement pas vécu un jour de paix depuis la Première Guerre mondiale, avaient comme la preuve qu'une vie normale était possible dès lors qu'on les oubliait. Bien sûr, ce n'était qu'un intermède dans une suite sans fin de révoltes, de manifestations, de grèves générales, d'accrochages avec le mouvement sioniste, de répressions et de lois d'exception décrétées par la Grande-Bretagne, puissance coloniale en Palestine. Une période de troubles ininterrompus qui, entre 1935 et 1939, culminèrent en une insurrection armée généralisée – les Palestiniens l'appellent « la Grande Révolution de 36 » – au terme de laquelle la majeure partie du pays était sous contrôle des maquis rebelles. Ce qui imposa à la Grande-Bretagne de mener une véritable reconquête de la Palestine. Cette nouvelle guerre fut dirigée, à partir de 1938, par le général Montgomery, futur vainqueur de l'Allemand Rommel à El-Alamein, dans le désert égypto-libyen. Le début de la guerre mondiale, en septembre 1939, le besoin vital pour Londres de calmer le jeu et de ne pas s'encombrer d'un foyer supplémentaire de troubles, la promesse faite par Churchill dans un *Livre blanc* de répondre aux aspirations palestiniennes d'indépendance après la guerre inaugurèrent cette « mise entre parenthèses » de la crise palestinienne. On comprend dès lors que la victoire des Alliés, l'entrée dans le jeu des États-Unis, nouvelle puissance protectrice et alliée du mouvement

Table

Avant-propos	9
Deux rêves antinomiques	13
De la Shoah à la <i>Nakba</i>	45
La guerre des Six-Jours : quarante-cinq ans après.....	79
Quand l'un vivra, l'autre aussi	107
La Palestine à l'ONU ?	133
Du politique au poétique	155
Chronologie	175
Biographies des auteurs	187

RÉALISATION : NORD COMPO À VILLENEUVE-D'ASCO
IMPRESSION : CPI, FIRMIN-DIDOT
DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 2012. N° 105890 (00000)
Imprimé en France